

Forger les contours de la nation : un accomplissement hémisphérique

François Bignon

Arènes UMR 6051 – Chercheur associé à l'Institut Français d'Études Andines

Les débats historiographiques et politiques sur la construction des nations dans les Amériques, en tout cas les plus visibles, ont eu tendance à se concentrer sur la question du « qui » participe à la nation (les colons, les indiens, les femmes, les afro-américains, etc.) et du « quoi » (quel type de système ou de régime politique). Pourtant, la question du « où » a été longtemps au cœur de la réflexion des acteurs du continent depuis le début des Indépendances. Dès leur naissance, les nouveaux États ont été contraints de dessiner des frontières, et donc de définir l'extension géographique de la nation par la même occasion.

Dans cette présentation succincte, nous présentons un tour d'horizon plus qu'une démonstration, une réflexion sur les mécanismes de la fabrication de ces frontières, et sur les effets de ce processus sur la construction des nations. C'est le cas de la frontière entre le Pérou et l'Équateur et la région andine qui constituent le matériau essentiel de cette réflexion, mais ces logiques peuvent certainement être transposées à d'autres secteurs géographiques du continent, en Amérique latine, voire en Amérique du Nord.

Bien qu'elle fasse partie de la question, nous mettons sciemment de côté la question des imaginaires (et des représentations graphiques) de la nation, traitées dans une autre présentation de la table, pour se centrer sur les pratiques et les savoirs concrets. Ainsi, nous soulignerons le paradoxe de frontières perçues comme la quintessence de l'esprit national, alors que leur processus de fabrication est largement partagé. Nous observerons donc la dimension collective de ce processus multiscalaire, transfrontalier, et continental ainsi que ses liens avec l'injonction identitaire et citoyenne qui occupe tant les esprits aujourd'hui. Il s'agira, en un mot, d'aller au-delà de la définition diplomatique et militaire de la frontière, en intégrant une socio-histoire de la frontière, possible aujourd'hui grâce à un certain nombre de nouveaux travaux.

Une question caduque pour le bicentenaire ?

Pourquoi la question territoriale nous apparaît-elle moins actuelle aujourd'hui pour comprendre les nations latinoaméricaines, autrement qu'un folklorisme caduc, alors que nous commémorons deux siècles d'indépendance et que de nombreux débats se portent sur l'imperfection de l'intégration nationale¹ ? Au moins trois hypothèses pourraient l'expliquer.

D'une part, c'est une question qui est accaparée par un secteur avec lequel les universitaires dialoguent peu : les militaires (et dans une autre mesure, les diplomates). Ceux-ci, se présentant comme gardiens de la souveraineté territoriale de la nation, phagocytent tout débat, le stérilisent. Il n'y aurait ainsi qu'une seule définition des frontières constituée de deux versions : d'une part, la frontière définie par les traités, la frontière officielle, celle qui doit être défendue ; d'autre part, la frontière mythique d'un territoire originel idéalisé, bien plus grand que le territoire des traités, qui aurait été dépecé par l'effet cumulé de l'incurie des gouvernements nationaux et des attaques extérieures. Entre ces deux pôles, toute pensée constructiviste qui observerait la contingence des frontières nationales, leur malléabilité, s'expose soit à l'indifférence, soit à la rétorsion, à quelques heureuses exceptions près².

Ces acteurs naturalisent donc les frontières des nations, et c'est là la deuxième explication du relatif manque d'intérêt aujourd'hui pour ce sujet. Les frontières vont de soi pour beaucoup de citoyens du continent américain aujourd'hui. Bien sûr, il existe encore des nostalgies et des velléités concernant un territoire mythifié et amputé (par exemple la Bolivie et son accès à la mer, ou la reconquête démographique du sud étasunien par les Mexicains), mais dans la grande majorité, les latinoaméricains acceptent et reconnaissent leurs frontières comme définitives.

Enfin, et c'est là le troisième point, c'est parce que cette naturalisation des frontières a été en grande partie achevée dans la première moitié du XX^e siècle, qu'elle ne provoque plus les remous d'autrefois. Le processus d'intégration politique et régionale, à l'œuvre dans la deuxième moitié du XX^e siècle, même de manière incomplète, a contribué à faire oublier cette histoire profondément conflictuelle.

Paradoxalement, c'est justement parce que la définition des frontières n'est plus un enjeu brûlant du continent américain que les chercheurs peuvent y appliquer un regard critique qui dépasse les traditionnels argumentaires historico-juridiques pour adopter un discours explicatif et compréhensif

¹ L'actualité en Colombie et plus encore au Pérou nous rappelle fortement ces débats. Au Pérou, les secteurs ruraux et indigènes ont massivement voté pour un candidat présidentiel érigé en menace par les élites urbaines s'accaparant les symboles de la nation, et notamment le maillot de l'équipe nationale de football.

² Les exceptions sont plus nombreuses dans le milieu universitaire que dans les milieux politiques et militaires.

de l'horogénèse³. Les archives se sont ouvertes, et les questionnements sur la constitution des nations sont venus fertiliser de nouvelles approches.

Des frontières conflictuelles en construction

Sans approfondir outre mesure, il n'est pas inutile de rappeler que l'indéfinition des limites territoriales entre États nouvellement indépendants ont alimenté des rivalités et des tensions exacerbées au sein de l'ancien empire espagnol, depuis le début du XIX^e siècle⁴. C'est le principe de l'*uti possidetis* qui a été retenu : les séparations administratives internes à l'empire devaient constituer les nouvelles limites internationales entre les États. Mais la variation et l'imprécision de ces frontières internes ont provoqué de graves et récurrents conflits entre les nouveaux États ainsi que la création et la disparition de certaines entités territoriales, comme la Grande Colombie, la confédération péruano-bolivienne, ou la république fédérale d'Amérique centrale⁵. Suivant un processus tantôt conflictuel, tantôt coopératif, la majeure partie des frontières latinoaméricaines ont été fixées au XIX^e siècle et seule 10% de l'horogénèse a eu lieu au XX^e siècle. Le siècle dernier a donc hérité des frontières les plus conflictuelles et a dû mettre en place des procédures originales ou radicales pour surmonter les désaccords⁶.

Comment ce processus de fixation des frontières s'est-il mis en place ? Nous concevons aujourd'hui qu'il s'est agi d'un processus multiscalaire, transfrontalier, continental. Il faut commencer par distinguer un processus « par le haut » et un autre par le bas. S'il est en effet caricatural de réduire le tracé des frontières à des conversations secrètes de cabinet où des négociateurs mandatés par leur gouvernement tracent sur de grandes cartes les limites de leurs États, ces négociations constituent cependant un pôle qui a contribué à dessiner les frontières. Plutôt que d'en définir toutes les caractéristiques, soulignons les traits transnationaux et continentaux de cette pratique.

³ C'est-à-dire de la construction des frontières. Terme forgé par Michel Foucher.

⁴ Voir entre autres; AMILHAT SZARY Anne-Laure, « Géopolitique et frontières en Amérique latine », in Sébastien HARDY, et Lucile MÉDINA, *L'Amérique Latine*, Éditions du Temps, 2005, p. 11-33 ; SBERRO Stephan, « L'intégration régionale en Amérique latine : la mythe de Sisyphe », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, vol. 98, 2001, p. 49-61 ; FOUCHER Michel, *Fronts et frontières : Un tour du monde géopolitique*, Nouvelle édition revue et Augmentée, Paris, Fayard, 1991.

⁵ En Amérique du Nord, on pourrait également mentionner les États Confédérés, mais il est vrai que sa création a plus à voir avec des questions sociales que territoriales. Toutefois, l'annexion des territoires français et mexicains montrent tout autant que le territoire des États-Unis d'Amérique n'a rien de naturel.

⁶ M. Foucher établit les statistiques suivantes :

- tracés négociés directement entre les principaux intéressés, de manière symétrique, équitable entre les deux parties (environ 17% du total des frontières)
- tracés imposés par un acteur à un autre, donc asymétriques, mais non litigieux (17,5%)
- frontières issues de guerres (27 à 30%), dont certaines sont encore litigieuses
- frontières déterminées par arbitrage (46%)

Pratiques et savoirs : une culture de la frontière des élites

À rebours d'historiographies nationales présentant le tracé de la frontière comme le résultat de la virtuosité ou de la pusillanimité de tel ou tel délégué, la manière d'aborder les questions territoriales dans les négociations est généralement commune aux diverses délégations nationales. Les cas les plus conflictuels nous apprennent que c'est une culture historico-juridique qui domine plutôt que la prise en compte de la réalité du terrain. Les différents négociateurs prouvent ainsi paradoxalement leur appartenance à un ensemble cosmopolite, alimentés aux sources du droit de la couronne espagnole. On retrouve alors les mêmes pratiques dans les différentes chancelleries chargées de défendre les droits territoriaux de la nation, qui sont à notre sens les suivantes :

Pratiques partagées de négociations frontalières	
Juridicisme	Le tracé doit se baser sur les droits juridiques définis dans les traités et les actes du passé, plus que sur l'occupation effective du territoire
Géographisme imaginaire	Le véritable territoire national est un grand territoire qui a été dépecé, mis qui reste l'horizon à atteindre. Tout tracé en-deçà de cette ligne est une défaite
Historicisme (ou compilationnisme)	Puisque les anciens traités donnent le droit, il faut les rechercher, les accumuler et les conserver pour s'en servir au cours des négociations
<i>Argumentum ad hominem</i>	Toute action du voisin sera systématiquement retournée contre lui pour prouver l'appartenance national des territoires concernés
Spécialisation administrative	Pour mener à bien les négociations, des services juridiques, géographiques, historiques, archivistiques, doivent être créés pour fournir la matière essentielle des négociations
Consensus politique	Pour obtenir plus de poids dans les négociations, il faut trouver un consensus entre le gouvernement et les élites nationales sur l'objectif territorial

Tous partagent donc, à leur corps défendant, ce que l'on pourrait qualifier de culture de la frontière, qui donne sens à leur action et s'incarne dans des pratiques communes, par-delà les divergences d'opinion sur le tracé de la frontière.

Les savoirs et pratiques associés à la frontière sont partagés, au moins à l'échelle latinoaméricaine, non seulement parce qu'ils proviennent d'un même substrat pré-indépendance, mais encore parce qu'ils circulent dans des rassemblements nombreux et périodiques.

C'est le panaméricanisme qui a offert le meilleur moyen de les faire circuler. Créé institutionnellement à la fin du XIX^e siècle, l'Union panaméricaine s'engouffre dans les années 1930 dans le vide laissé par l'échec de la Société des Nations et met en place les éléments décisifs de la coopération politique, économique et culturelle⁷. Les savoirs circulent ainsi dans les grandes réunions continentales qui se multiplient ou dans des organisations créées *ad hoc*, comme l'Institut panaméricain d'histoire et de géographie créé en 1928, dont le siège se situe à Mexico et qui est toujours actif aujourd'hui⁸. Cela ne signifie pas que cette circulation soit hermétique aux courants venus de l'extérieur des Amériques. Les Européens, par le biais de leurs congrès, de la circulation de leurs géographes, ou de leurs missions militaires, ont également contribué à la réflexion américaine sur les frontières⁹.

Malgré cette circulation, on peut observer un dualisme continental entre une culture latinoaméricaine qui sacralise le droit écrit, dans la continuité des pratiques de la couronne espagnole par-delà les indépendances, et une culture nord-américaine qui souhaite s'enraciner dans la réalité, dans une définition pragmatique de la frontière. Plusieurs géographes étasuniens ont d'ailleurs largement contribué à la connaissance et la représentation des frontières latinoaméricaines (Théodore Wolf pour l'Équateur, George McBride pour le Pérou, entre autres) et le Département d'État et la présidence américaine ont été impliqués dans de nombreux tracés. Sans doute cette partition culturelle entre un sud latin juriste et un nord anglo-saxon pragmatique doit-elle être nuancée au regard de son évidente dimension stéréotypée. Mais c'est une croyance qui circule chez les élites diplomatiques en ce début de XX^e siècle, tel ce délégué péruvien citant les écrits d'un Salvador de Madariaga qui distinguent l'esprit anglais de l'esprit espagnol et français¹⁰. La distinction est donc opérante dans la mesure où les acteurs y croient et lui donnent ainsi vie.

Une mystique de la frontière

Malgré quelques dissonances régionales sur la manière, les acteurs conviennent d'un même objectif de faire frontière, notamment dans la première moitié du XX^e s. On a dit que les variations territoriales

⁷ DUMONT Juliette, *Diplomaties culturelles et fabrique des identités : Argentine, Brésil, Chili (1919-1946)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Des Amériques », 2019.

⁸ JOSÉ PENA Héctor Oscar, *El IPGH. Una historia de 90 años*, Ciudad de México, Instituto Panamericano de Geografía e Historia, 2018.

⁹ On pense évidemment à Alexandre von Humboldt, mais l'école française a eu également un impact décisif sur la géographie latinoaméricaine, tant à ses origines que dans ses orientations actuelles. URQUIJO TORRES Pedro Sergio et VERDINELLI Gerardo Bocco, « Pensamiento geográfico en América Latina: retrospectiva y balances generales », *Investigaciones Geográficas, Boletín del Instituto de Geografía*, vol. 2016, n° 90, 1 août 2016, p. 155-175 ; WULF Andrea, *L'invention de la nature : les aventures d'Alexander von Humboldt*, Hertz Florence, Lausanne, Les éditions Noir sur Blanc, 2018.

¹⁰ MADARIAGA Salvador de, *Ingleses, franceses, españoles: ensayo de psicología colectiva comparada*, editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1969 (1932)

ont été nombreuses au XIX^e s. De vastes territoires ont changé de mains, suite à des guerres ou à des dissolutions politiques. Au début du XX^e siècle semble s'enraciner l'idée que de tels changements brutaux ne doivent plus se produire, et que la garantie du développement et de la prospérité des nations latinoaméricaines réside dans des frontières définies et acceptées par tous.

« Ayez une peau », invective ainsi le ministre des affaires étrangères du Brésil Oswaldo Aranha, en direction de son homologue équatorien en 1941, c'est-à-dire, ayez une frontière, même si cela suppose une concession territoriale. Quelques années plus tard, George McBride, un géographe étasunien, chargé de superviser la campagne de démarcation entre le Pérou et l'Équateur, exprime avec force cette idée. Suite au tracé de la frontière entre les deux nations, il déclare que « le Nouveau Monde est devenu « vieux » ». Les motifs de conflits violents auraient désormais disparu d'après l'optimiste géographe et « les fabricants de futures guerres entre les nations d'Amérique Latine devront chercher d'autres motifs ». L'ordre peut maintenant régner à l'intérieur de chaque République, libre de développer son économie interne et les échanges pacifiques avec le voisin. Les territoires frontaliers, autrefois marginalisés, désormais cartographiés et connus de tous peuvent maintenant être exploités de manière optimale, même s'il reconnaît des difficultés futures¹¹. Le discours du géographe présente l'existence d'une frontière clairement démarquée et reconnue comme la solution miracle à tous les maux d'Amérique du Sud.

Dans ce type de discours, la frontière comme ligne bien établie, acceptée, n'est plus seulement un objectif, mais un commencement, une condition de la prospérité de la nation. On pourrait alors parler d'une mystique de la frontière. Cette mystique de la frontière, partagée par le nord et le sud du continent, associée aux circulations des savoirs et des pratiques, aboutit au règlement des plus importants litiges territoriaux avant 1940, et à la démarcation effective sur le terrain des frontières. Or, cette conjoncture de la première moitié du XX^e siècle est également portée par un nouveau rapport des États non seulement aux frontières, mais aux habitants qui les habitent.

Intériorisation et citoyenneté frontalière

L'aboutissement frontalier ne saurait se comprendre uniquement comme le résultat d'impulsions des États centraux et de leurs armées de spécialistes. Pour que ces frontières parfois nouvelles fassent sens, il fallait encore que les populations frontalières les co-définissent, les acceptent et les

¹¹ MCBRIDE George et YEPES Ernesto, *Mito y realidad de una frontera: Perú-Ecuador, 1942-1949: un testimonio inédito del Departamento de Estado, el informe McBride*, 2. ed., Lima, Ediciones Análisis, 1996.

intériorisent. Face à des frontières peu définies, ces populations pouvaient globalement se situer dans trois situations :

- Dans la première, les habitants peuvent se sentir et être identifiés comme appartenant à une nation bien définie. Dans ce cas, leur existence administrative pose le moins de problème.
- Dans un deuxième cas, des habitants peuvent être considérés comme relevant de plusieurs nations, quelque soit leur ressenti à ce niveau. C'est le cas notamment des membres de familles binationales dont les enfants, qui sont nés dans un pays et sont partis vivre dans un autre, sont souvent considérés comme un risque par les autorités.
- Enfin dans un troisième cas, des habitants peuvent être considérés comme n'appartenant à aucune nation ou État en particulier. Il s'agit là des nombreux groupes indigènes frontaliers, en particulier des indiens du Chaco ou d'Amazonie.

Les autorités représentantes des États considèrent les deux dernières catégories comme des problèmes à résoudre pour faire frontière. Elles ont donc eu tendance à intégrer des groupes à la nation, à éradiquer les équivoques, à créer des identités nationales exclusives et non multiples ou absentes.

Pour cela, ces autorités, armées nationales, polices aux ordres des préfets ou des ministères de l'intérieur, mais aussi compagnies commerciales, pétrolières, chargées de la zone par délégation plus ou moins officielle, ont recours à un éventail de pratiques récurrentes.

D'abord la connaissance du terrain. Les voyages d'exploration à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle se multiplient dans les marges territoriales. Les explorateurs étrangers y prennent une part importante, mais le plus souvent leurs recherches s'effectuent au bénéfice de la nation visitée. À la connaissance géographique du terrain, de ses reliefs, s'ajoute ensuite les savoirs sur les habitants eux-mêmes, qui deviennent l'enjeu de classement ethniques, d'inscriptions légales. Ce phénomène qui se développe dans les recensements nationaux qui se multiplient et dont les catégories statistiques construisent autant qu'elles décrivent la nation¹², prennent une importance particulière dans les marges frontalières, où la présence de populations identifiées comme nationales est considérée comme un argument de propriété nationale des terres controversées.

En voici un exemple : à la frontière entre le Pérou et l'Équateur, dans sa partie côtière et montagneuse, les autorités des deux pays se livrent à la fin des années 1930 à une sourde bataille pour inscrire les

¹² Les recensements nationaux sont dès les indépendances un moyen d'affirmer les nouvelles nations, mais ils atteignent des sommets de perfectionnement et de circulation des savoirs dans les années 1930 et 1940, comme le prouve particulièrement le cas argentino-brésilien. DAMASCENO FONSECA Cláudia et BEAUD Jean-Pierre (dir.), *Le chiffre et la carte. Pratiques statistiques et cartographiques en Amérique latine (du milieu du XVIII^e au milieu du XX^e siècle)*, Histoire&Mesure, 2017/1 (Vol. XXXII).

habitants frontaliers sur les registres baptismaux nationaux, car les frontaliers tendaient à faire baptiser leurs enfants par l'officiant le plus proche, qui s'avérait souvent ressortissant de la nation voisine.

En sus de l'identification légale des personnes, l'attitude la plus visible des autorités pour rattacher les frontaliers à une nation est l'exercice de la violence, mais celle-ci peut prendre de nombreuses formes. Elle peut-être une contrainte physique qui mène à des châtements, ou se baser sur l'intimidation, ce qui peut avoir pour conséquence la migration de certaines populations jugées indésirables. Cette violence peut aussi être symbolique, tel ces Péruviens qui forcent les populations équatoriennes à chanter l'hymne péruvien, ou qui intimement l'ordre à des indiens d'Amazonie de se déclarer Péruviens à quiconque passerait dans la région.

La contrainte, si forte soit-elle, n'est jamais suffisante, ne serait-ce que pour démanteler les très anciens réseaux familiaux, amicaux et économiques transnationaux qui posent problème à ces États. La frontière, *in fine*, ne se pérennise que parce qu'elle est acceptée, embrassée par ces mêmes frontaliers qui jadis la mettaient en échec. Le signe le plus visible de cette acceptation nécessaire réside dans les référendums d'autodétermination, plus souvent projetés que réalisés, qui témoignent de l'intérêt à demander aux habitants d'une région à quelle nation ils s'identifient. C'est un tel projet concernant les territoires de Tacna et d'Arica, à l'appartenance non décidée à l'issue de la Guerre du Pacifique, qui continue d'empoisonner les relations entre le Pérou et le Chili, poussant ce dernier à « chiléniser » son enclave, pour finalement régler la question en 1929, sans recourir à l'avis des habitants.

Pourquoi tel ou tel groupe frontalier, à la nationalité peu définie, finit-il par s'identifier à une seule nation, autrement que par la contrainte ? Il peut y avoir un intérêt matériel. Il en va ainsi de l'intégration de certains individus de ces groupes dans les institutions étatiques présentes aux frontières : l'armée en premier lieu, qui s'ouvre progressivement aux indiens frontaliers dans tous les pays de la région pour en faire des « frontières vives », défenseurs de la souveraineté de la nation, mais aussi l'école où la pratique de la langue et l'apprentissage des symboles de la patrie (hymne, drapeau, histoire et représentation cartographique) est toujours un véhicule puissant de cette appropriation, d'autant plus lorsque les enfants se font ainsi au sein du foyer les meilleurs apôtres de la doctrine enseignée¹³. L'accès aux soins peut aussi constituer un moteur de ce processus, et Irène Favier parle pour le Haut-Marañón de nationalisation par le soin dans la deuxième moitié du XX^e

¹³ Phénomène également connu en France dans le cas de l'enseignement républicain, dont les enfants se faisaient les plus ardents défenseurs face à des parents revêches. THABAULT Roger, *Mon village, ses hommes, ses routes et son école*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 1993.

siècle¹⁴. Tout ceci aboutit à l'octroi et à l'appropriation de la citoyenneté, c'est-à-dire de droits et de devoirs associés à l'appartenance à une nation, par des populations qui en avaient été privées jusque-là en raison de leur marginalité géographique ou « raciale ».

Une dernière dimension, encore assez peu explorée, est celle de l'affect, de l'intime. Dans certains cas, comme les pensionnats religieux en terres « jivaros », actifs de la fin du XIX^e siècle aux années 1960, les membres de la congrégation remplace la famille originelle et la tutelle de l'établissement s'érige en père ou en mère de substitution, instaurant un lien affectif entre l'enfant acculturé et le représentant de l'État aux frontières¹⁵.

Par la contrainte, par l'intérêt, par l'affect, les frontaliers finissent donc par s'identifier exclusivement à une nation qu'ils sont prêts à défendre. Dans des régions où la géographie ne fournit pas toujours des éléments géographiques bien identifiés pour faire frontière, ce sont alors les pratiques et les représentations de ces habitants qui font véritablement la frontière.

Les campagnes de démarcation, lieu d'interaction entre les échelles

La dernière phase de création des frontières, la démarcation qui consiste à arpenter la frontière pour y tracer physiquement la frontière et relever les coordonnées géographiques, résulte enfin de l'interaction entre la construction par le haut résultant de la culture de la frontière des élites, et de celle par le bas, appropriée par les frontaliers.

Ces campagnes de démarcation se multiplient à partir du début du XX^e siècle, et continuent jusque dans la deuxième moitié du XX^e s. (la France a encore récemment envoyé une mission de démarcation de la Guyane en 2020). Or, celles-ci, loin de se contenter d'apposer des bornes de manière régulière le long d'une ligne préalablement définie dans les hautes sphères, pratique de véritables choix en fonction des contraintes géographiques et humaines, qui précisent et modifient le plan original.

D'une part, ces campagnes ont mobilisé d'importantes ressources pour les États concernés. La composition des commissions chargées de parcourir la frontière est en elle-même un objet de débat. Celles-ci ont été amené à travailler des mois, voire des années, dans des environnements peu accueillants. Certaines des technologies les plus avancées de leur époque ont été mobilisées pour les mener à bien. C'est le cas par exemple de la cartographie par radar, utilisée seulement pour la

¹⁴ FAVIER Irène, *Le Pérou et ses confins amazoniens : Le cas du Haut Marañón, 1946-2009*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2020.

¹⁵ ORTIZ-BATALLAS Cecilia, « El Estado ecuatoriano en la frontera suroriental, una construcción desde el afecto, 1893-1964 », *Íconos - Revista de Ciencias Sociales*, , n° 70, 27 avril 2021, p. 95-112.

deuxième fois au monde, utilisée au milieu des années 1940 par les techniciens étasuniens chargés de cartographier la frontière péruano-équatorienne.

Mais de l'autre côté du spectre, les frontaliers ont également prouvé leur implication dans le tracé définitif de la frontière. Par leur connaissance des toponymes locaux, des accidents géographiques, ou des divisions ethniques, certains habitants ont constitué non seulement des guides, mais encore des indicateurs, pour les commissions de démarcation. Les photographies de commission attestant de la présence d'amérindiens aux côtés des chefs d'expédition, les journaux de bords de ceux-ci, montrent alors que les indications des ces frontaliers ont pu avoir un impact décisif sur certains tracés.

Conclusion

Plus qu'un processus descendant, des experts vers le terrain, le façonnage des frontières latinoaméricaines doit donc être considéré comme un processus résultant de l'interaction entre différentes échelles, des interactions transfrontalières et circulant à l'échelle du continent.

Dès lors, ce processus vient souligner d'une lumière plus précise les mécanismes de construction des nations. Alors que chacune a forgé une historiographie particulariste, autour de héros, de batailles, de défaites et de victoires, c'est une surprenante similarité qui s'écrit à l'échelle du continent dans le domaine frontalier. Toutefois, la conflictualité de ce processus mené dans le cadre d'une concurrence féroce pour s'accaparer le territoire et ses habitants, a effectivement provoqué des différences, et a contribué à définir le qui et le quoi de la nation.

En effet, parce que les frontaliers constituaient des populations à rattacher à la nation, la construction des frontières a contribué à redéfinir le contenu de la nation, en intégrant des groupes jusque là restés à la marge, en excluant d'autres, en accordant des droits citoyens pour attacher ces populations qui elles-mêmes s'en sont saisies.

C'est la raison pour laquelle, après 200 ans d'indépendance, il est rare de rencontrer dans les zones frontalières en apparence bien éloignées des centres vitaux de la nation, des personnes qui ne se revendiqueraient pas d'une nation particulière. Les pratiques ou idéaux transfrontaliers apparaissent aujourd'hui soit comme pilotés par les États dans une logique de normalisation des relations (ex : les parcs binationaux) soit comme transgressives, soulignant leur caractère exceptionnel et « dangereux » (cas de la nation Awajun).